

L'ARCHITECTURE COMME UN LANGAGE

Intervention de Jean-François PARENT, architecte

L'architecte Jean François Parent intervient en s'efforçant de traiter l'architecture/l'urbanisme comme un langage. Pour faire un parallèle avec la recherche-action en cours à l'AFL sur les langages et leurs fonctions intellectuelles, peut-on parler d'écriture du paysage, et de lecture de ce qui se fait dans la ville ? En quoi les outils de l'architecte lui ont permis de progresser dans la pensée de son propre rôle d'acteur de la ville ? Et quelles actions cette réflexion a-t-elle entraînées ? Si, *a priori*, le public rassemblé à Figeac est totalement étranger à la problématique de la conception des villes, il fait l'hypothèse avec Jack Goody que les opérations intellectuelles inhérentes à l'usage d'un langage sont des fonctions transversales qui peuvent permettre de comprendre et d'agir sur le réel.

Ce ne sont pas les éléments séparés du langage architectural (les bâtiments isolés, comme autant de gestes de pouvoir déconnectés des préoccupations sociales) mais les fonctions intellectuelles à l'œuvre pour penser le paysage urbain dans sa complexité matérielle, sociale, historique et idéologique qui retiennent l'attention de l'assemblée. Plus généralement, l'université d'été observe comment un langage permet de travailler la pensée et quel rapport au monde cette pensée entretient-elle.

Jean-François Parent s'interroge sur sa pratique. Son regard l'amène à dire son métier en faillite comme une conséquence de la ville en crise. En 2008, il a exprimé la nécessité avec d'autres de se constituer en collectif pour mieux cerner cette problématique et se donner les moyens d'agir en créant le *Laboratoire International pour l'Habitat Populaire*. De son point de vue, le métier d'architecte repose sur un paradoxe : il est soumis à la commande des puissants, en même temps qu'il prétend servir le bien commun. Cette situation traduit un rapport au monde où l'architecte prend les ordres du pouvoir pour... satisfaire les besoins du plus grand nombre. L'architecte est ainsi historiquement associé à la mise en scène du pouvoir (et de son propre talent).

Un premier glissement idéologique : ville, urbain, développement, développement économique, économie. La ville est soumise à la « concurrence » avec ses stratégies marketing dont l'architecture et l'urbanisme sont, aujourd'hui, des outils puissants. Le bâtiment, « l'œuvre » de l'architecte, comme on le pense normalement, a acquis le statut d'objet, isolé, déconnecté du territoire, il est susceptible de devenir carte postale. Niant le plus souvent l'espace et le bâti existant, il devient objet à fabriquer : l'œuvre des *designers* ! Pour Jean-François Parent, la coupure entre l'architecture et le territoire montre l'inanité du métier d'architecte.

Un exemple...

Dans l'idée de compétition mondiale où chaque grande ville cherche à se donner une image positive conforme au canon dominant, on présente souvent la ville de Medellin en Colombie comme un modèle de développement urbain. Ses infrastructures de transport (le métrocable en particulier) et les nouveaux équipements publics sont alors mis en avant pour valoriser l'image d'une ville en mutation... attractives et sûres. Mais ces équipements sont aussi souvent des exemples de ce que nous pouvons appeler *une déconnexion du réel*. La bibliothèque réalisée par l'architecte Giancarlo Mazzanti en est un exemple fort : le bâtiment, juché sur la montagne, à deux heures de téléphérique du centre ville, comporte une façade pratiquement aveugle, offrant depuis la ville une perspective ultra sécuritaire qui évoque davantage la prison ou un château fort... dans une négation totale du paysage. Le métrocable, moyen de transport en commun inédit, est valorisé pour sa fonction première mais aussi pour l'image innovante qu'il donne de la ville alors qu'il constitue un outil de contrôle assez remarquable. Sous prétexte d'assurer le développement urbain par la libre circulation des populations, il s'agit de contrôler les quartiers populaires. En implantant de nouveaux logements dits d'intérêt social à plus de deux heures du centre ville, en bout de ligne de métro, on en



LES ACTES
DE LECTURE
n° 115

(sept. 2011)
photo : Medellín,
Colombie (Jean-
François Parent)



«périphérise» les usagers tout en œuvrant à la spéculation immobilière aujourd'hui en plein essor. Le métro-cable est ainsi élément d'une stratégie urbaine : on voit le rapport de force qui s'établit clairement, révélateur d'une idéologie de contrôle du capital sur le territoire. Malgré le vernis humaniste (aménagement d'espaces publics, implantation d'écoles, au pied de chaque pylône pour sédentariser les populations... qu'elles n'aspirent surtout pas à vouloir se déplacer !), on est bien à Medellín dans une ville panoptique telle que l'a décrite Foucault¹.

L'architecture est à l'image de ce qu'elle sert idéologiquement. Lorsqu'on élabore une pensée de l'espace urbain en ne prenant en compte que certains éléments constitutifs de l'urbanisme libéral (argent, sécurité, communication), on nie la ville comme corps vivant et comme expression spatiale des rapports humains. Lorsque les hommes décident de penser leur ville, la classe dominante adopte aussitôt une stratégie urbaine extrêmement efficace et destructrice de toute urbanité. Pour reprendre l'exemple colombien, comme ce fut le cas dans les quartiers populaires durant la période dite « de paix » entre mouvements guérilleros et gouvernement, les quartiers populaires (on peut citer le quartier de Moravia) se sont affirmés comme parties de la ville, avec leurs exigences propres, face au pouvoir central.

C'était là le développement d'organisations sociales puissantes, que le pouvoir en place ne pouvait laisser agir et penser plus avant. Répondre en implantant la drogue dans ces quartiers, c'était à coup sûr permettre le basculement et obliger les quartiers à se défendre

contre l'agression, à se replier sur eux-mêmes dans une logique sécuritaire (se défendre, faire la loi dans son quartier) et non plus vouloir défendre l'idée d'égalité et de transformation urbaine.

La ville est le lieu où s'expriment les rapports sociaux, les rapports entre les hommes, les rapports de classe. Aujourd'hui domine l'idéologie qui conduit à construire à moindre coût, de plus en plus vite pour des temps de plus en plus courts, à l'échelle du temps de l'actionnaire qui exige un retour sur investissement immédiat. La fabrication des équipements, y compris équipements publics, se plie à la standardisation et l'obsolescence programmée ; dans un déni total du paysage... avec le concours des architectes.

Un second glissement idéologique : passer du collectif à l'individualisation. La cité des 4000 à la Courneuve est un exemple d'évolution de la standardisation du logement populaire. On est passé de la barre à un concept du logement social avec une typologie du collectif sur le modèle d'une accumulation de maisons individuelles. Le logement est individualisé dans un espace collectif clos. Un lieu qui se referme sur lui-même avec la négation du dehors et la valorisation de l'individualisme. Ce modèle s'impose partout aujourd'hui. Quand on détruit ce qu'on nomme « les barres » pour les remplacer par ce type de logement, on voit bien que s'opère un basculement idéologique : d'un immeuble qui disait le collectif comme émancipation au sortir de la guerre mondiale (avec tous ses défauts), on impose l'expression du logement individuel tourné sur lui-même. La population logée dans ces nouveaux espaces est peut-



1. Michel FOUCAULT, *Dits et écrits* 1984. *Des espaces autres* (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967)



LES ACTES
DE LECTURE
n° 115
(sept. 2011)
photo : Usme,
Bogotá, Colombie
(Pierre Trovel)



être flattée par l'architecture de façade et l'accès au logement individuel, mais cette transformation participe pleinement de la crise de la ville. Jean-François Parent affirme que la loi Borloo est la continuité de la loi Gayssot qui se contente d'imposer 20% de logements sociaux, stigmatisant ainsi toute une partie de la population (les pauvres) alors que c'est 100% de logements sociaux dont aurait besoin la société. À l'origine pensé comme l'un des outils politiques de développement (urbain) le logement social est devenu agent de ségrégation.

D'autres exemples peuvent être facilement pris hors de France. Les mêmes modèles s'imposent partout, de Mexico à Paris, de Los Angeles à Johannesburg... En Amérique latine ces principes sont poussés au point de faire participer les usagers « devenus propriétaires », à l'autoconstruction de ces modèles « idéologiques ». Cette standardisation vise aussi à déterritorialiser « l'habitant », le déconnecter du territoire. Il est alors plus susceptible de devenir une machine humaine à consommer, prête à circuler dans les rues des centres commerciaux qu'on n'oublie pas d'implanter tous les quatre blocs.

Le « logement » est ici le contraire de « l'habitat » ; et si le logement social a pu être, par le passé, un outil de transformation de la ville, il n'est aujourd'hui qu'une machine à exclure, à stigmatiser, à « loger ». Dans cette même logique on peut constater que s'affirme l'idée qu'il est plus rentable d'améliorer la précarité que de l'éradiquer. On arrête de résorber les bidonvilles, préférant les rebaptiser « auto construction » pour les présenter comme une solution spontanée à la crise de la ville. L'espace habité devient un outil d'aliénation. Sous couvert d'humanisme et d'amélioration des conditions de logement, on engendre la perte de l'identité territoriale et humaine. On casse ainsi l'espoir d'une communauté qui pouvait prendre en charge sa transformation.

Faire changer de paradigme à ceux qui nous disent qu'il faut en changer. Quelques points d'appuis émergent du magma de cette nouvelle pensée en construction : la libre circulation de l'homme debout, la continuité entre espace public et espace privé, la pensée globale de situations complexes et notamment la prise en compte de l'espace existant, la réunion du faiseur de ville et de l'habitant comme un refus de la confiscation des outils de pensée². En ce sens, on peut imaginer la pluri-compétence du corps social : premier concerné et seul légitime à être son habitat. Il faut pour cela rompre avec la traditionnelle séparation du poète (qui réfléchit à son propre langage) et du technicien (qui utilise un outil). La position de Jean-François Parent consiste à inverser complètement le statut social de l'architecte : négation du « génie », du « geste fort », refus de servir les puissants ; et au contraire, se mettre au service des habitants. L'architecte est « technicien de l'espace habitable », et pour cela travaille sur un paramètre essentiel : la continuité entre espace public/collectif et espace du logement qui n'est pas encore l'espace privé. Il doit remplir le rapport entre l'homme et son « habité », tout en tenant compte de l'espace construit.

À Givors, Jean Renaudie³ a repris les recherches qu'il avait développées avec succès à Ivry Sur Seine : « une solution d'architecture dans laquelle tous les éléments constitutifs du centre pouvaient être combinés les uns aux autres ». Il s'agissait d'organiser sur une grande échelle une complexité spécifiquement urbaine. On est bien sûr du logement social, dit collectif et pas individuel. Tout le travail porte sur la continuité de l'espace public / espace privé : le

2. Voir *Entretiens...* page 78

3. Jean RENAUDIE, architecte et urbaniste, *la logique de la complexité*, (édité par Patrice Goulet et Nina Schuch) éd. Institut français d'urbanisme / Edizioni Carte Segrete, Paris, 1992

principe du logement n'est pas pensé sur le modèle du logement unifamilial, même s'il reprend les normes qui permettent à la famille de se retrouver, mais basé sur une idée de l'intimité à se construire. On est bien là sur de l'habitat collectif, dans le sens de l'art d'habiter en commun, qui traduit un projet de société émancipateur.

La ville est pensée dans sa complexité et devient une combinaison d'éléments de plus en plus élaborés, qui s'imbriquent les uns dans les autres. «*La complexité n'est pas une maladie, c'est le signe même de l'évolution. Par contre la juxtaposition apporte souvent des solutions qui par leur complication gratuite ou très spéciale, empêchent toute possibilité d'évolution*» disait Jean Renaudie. Pour lui, la meilleure façon de penser et de concevoir la ville est de l'assimiler à une entité organique, à un écosystème lié à son environnement.

Les désastres urbanistiques de nos banlieues comme des grandes villes (qu'il s'agisse de pays riches ou pauvres) ne sont jamais de la seule responsabilité des architectes. Jean-François Parent met en cause une multitude d'acteurs (promoteurs, maîtres d'œuvre, bailleurs, institutionnels...), mais au delà, une division du travail aberrante, de la prise de décision à la réalisation. Il ne considère pas les logements sociaux comme ratés ou ineptes ; c'est le concept même de logement social qui est devenu une aberration.

L'architecte, technicien qui transforme l'espace, fabrique de l'espace à vivre. Or, l'espace à vivre ne relève pas du privé, mais du collectif. La conception de la ville ne doit alors pas être réservée aux urbanistes et architectes : ce sont certes des acteurs du débat, ils vont travailler l'espace, mais ne peuvent pas être ceux qui vont définir ce que doit être cet espace. La transformation de l'espace en espace à vivre, condition nécessaire à une sortie de crise, ne peut s'envisager qu'au sein d'un collectif, au service duquel l'architecte travaillera, sans cloisonnement des pensées et des actions. Du point de vue de Jean-François Parent, le métier d'urbaniste est en soi un contre-sens, une confiscation pure et simple de la pensée : les questions d'urbanisme concernent tous les habitants d'une ville, et non pas un corps de spécialistes.

Jean-François Parent occupe ainsi une position assez marginale et sa critique ne se limite pas à celle de l'architecture. Le Laboratoire International de l'Habitat Populaire est un collectif transdisciplinaire incluant également des élus locaux. L'objet de ce collectif est de réfléchir à la

crise de la ville en tant que conséquence de la crise de l'habitat. L'association travaille sur des projets très concrets, et cherche, en actes, des solutions pour parvenir à associer pleinement les habitants à la définition de leur habitat. La rencontre avec Jean-François Parent fait écho au sein de la recherche-action de l'AFL sur les langages : le renversement d'une pensée dont on est l'instrument ne se fait qu'à certaines conditions que nous cherchons activement à réunir : le refus de la division du travail, la compréhension de situations complexes qui, seules, permettent une action non aliénée, et le collectif en recherche comme seule chance de transformation de la société.

En dernier lieu, nous restons attachés à cette idée de collectif de poètes, dont les membres s'autorisent à penser comment leur langage agit sur le réel. Aujourd'hui, il y a trop peu de poètes, et beaucoup d'exécutants, parce que la confiscation des outils de pensée du corps social a été remarquablement menée. C'est pourtant dans notre rapport aux différents langages (dont on est victime ou sujet selon notre position sociale) que réside le pouvoir d'émancipation.

Laurence DAUGUET, Carole DONINI



LES ACTES
DE LECTURE
n°115
(sept. 2011)
photo : Givors
(Pierre Trovel)